

La négociation d'une identité stigmatisante, les modes de recomposition des quartiers précaires.

Le cas de Annaba.

Chahrazed MOUSSANNEF-SERRAB.

Université de Annaba.Algérie.

Tout projet de résorption de l'habitat précaire quelques soit son échelle de référence et d'action—globale (ville) ou partielle (quartier), fait nécessairement appel à une approche proprement technique et opérationnelle qui se traduit par l'identification claire d'une série d'étapes intermédiaires telles que le détermination des enjeux, le choix d'une stratégie et enfin l'inventaire des scénarios.

Il fait également appel à une approche relationnelle basée essentiellement sur la nécessité de l'incorporation des populations de manière structurelle, et non seulement comme bénéficiaires des projets d'habitat. Cette problématique est, en fait, dans la continuité du self-help et de la politique de fourniture des sites et services, dont on ne peut nier le tournant apporté par les travaux de J.Turner (1962). Ce tournant radical a à plus d'un niveau conduit à un nouveau regard porté sur l'habitat précaire débouchant ainsi sur une reconnaissance globale des initiatives privées dans le secteur informel, à travers une action collective impliquant, partenariat, négociation, et intégration.

Nous entendons par « intégration » les dynamiques organisationnelles en perpétuelle régulation et ajustement avec comme toile de fond, la construction de systèmes sociaux, leur action de transformation, d'adaptation et réactions aux transformations.

En Algérie, ce caractère participatif constitue une innovation de taille, si on se réfère aux anciennes politiques usitées par les pouvoirs publics algériens depuis l'indépendance, qui avaient consisté principalement en des opérations « lourdes » de relogement en habitat social collectif financées à 100% par le trésor public, sans aucune forme d'implication directe ou indirecte des populations bénéficiaires dans les projets.

En effet, en 1998, pour la première fois dans l'histoire récente du pays, on sollicitait la contribution financière des familles, on demandait leurs avis concernant leur adhésion au

programme, avis dont on devait tenir compte et même plus que cela, on leur demandait de s'impliquer directement, sous des formes participatives diverses, aux différents stades de mise en œuvre du processus, d'autant plus que la prise en charge étatique est apparue au fil des ans fort insuffisante.

En concentrant notre analyse sur le quartier Beni M'haffeur, l'étude préconisera donc l'inscription du quartier dans le programme global de restructuration.

De manière générale, il était question d'une part d'opérations qui apportent, à des sites illicites durcifiés, l'essentiel des infrastructures et des équipements qui leur font défaut. Il assainissent la situation foncière, restructurent quelque peu le parcellaire et inciteraient à l'auto – construction en dur, sur des parcelles considérées dès lors comme urbanisées. La proposition se justifierait d'autant plus que ce quartier spontané joue un rôle de plus en plus stratégique à l'échelle urbaine et en raison de la réputation liée à sa complexité.

Il s'agit de mettre en évidence l'ambivalence des objectifs à atteindre et de comprendre également les effets produits par ce type de programme urbain et voir de quelle manière ils peuvent renforcer la précarité des conditions de vie et de la situation résidentielle des populations concernées et les pousser à recourir à des mécanismes de défense qui tendent à assurer leur intégration en milieu urbain. Dans un contexte urbain et social « dominé », le conflit externe est un moyen de résistance, mais aussi de consolidation sociale.

Reconnaissance institutionnelle ou l'avènement de la régularisation.

Beni-M'haffeur est un de ces quartiers spontanés datant de l'occupation coloniale en grande partie durcifié. Nonobstant, sa situation au nord de la ville de Annaba, à proximité du centre ville, a longuement été accusé de dégrader et de pervertir l'urbain. Il représente un espace à part, une enclave fonctionnant sur le principe de la ségrégation et de l'agrégation, étant bâti sur un piémont rocheux qui lui donne l'image d'un village perché. Le quartier se positionne en effet comme des environnements d'attente où la personne reste à l'affût d'opportunités qui lui permettront d'acquérir un statut urbain plus prestigieux.

Si, parmi les quartiers spontanés, il y en a encore qui organisent leur survie, retranchés derrière des paravents d'immeubles et d'habitations modernes, Beni M'haffeur, à cause de sa visibilité, attire des regards gênés et des convoitises intéressées et par conséquent a longtemps été la cible de projets de rénovation qui lui préféraient des formes plus esthétiques de développement urbain. Cependant, il s'est développé une stratégie de neutralisation des

décisions en faisant usage de certaines "marges " qui prennent toute leur signification à travers les stratégies utilisées par les populations pour protéger leurs droits, il y a l'usage de paravents humains à coloration intellectuelle, médiatique ou politique qui reste très fréquente.

Exploitant habilement la sensibilité de journalistes de la presse dite libre ou de certains chercheurs, ce quartier réussit ainsi à polariser l'actualité sur lui et à se faire ainsi une défense psychologique prompte à retarder, puis à annuler, la menace. Les intermédiaires sont souvent invités à constater le degré de pauvreté et de misérabilisme des habitants en vue d'argumenter, dans leurs écrits, en faveur du maintien des populations comme étant la meilleure alternative.

C'est alors qu'une esquisse définitive de projet de restructuration sur place est alors élaborée par Commune et les services d'urbanisme et semble exprimer le souhait dominant des habitants.

Néanmoins, si nous focalisons notre analyse sur la relation des populations à leur habitat à travers leurs compétences dans le sens de leurs modes de se représenter, de pratiquer et de transformer leur lieu de résidence (action de transformation, d'adaptation et réactions aux transformations), c'est parce que cette approche nous semble pouvoir contribuer et permettre sans aucun doute, l'exploration d'au moins une grande orientation de recherche à savoir l'action et la maîtrise sociale de l'intervention dans l'habitat précaire.

Objectifs de l'enquête sociale :

Les objectifs de cette recherche sont de plusieurs types et dimensions à la fois scientifiques / académique et opérationnelle, que nous avons tenté de formuler comme suit :

- Etablissement d'une typologie des problématiques et des actions proposés en vu d'aider la décision et pour relancer le débat sur l'identification d'un programme d'action opérationnel négocié entre acteurs sociaux et celles des acteurs institutionnels comme elles devrait figurer dans toute composante de projet.
- Etablissement d'une typologie de résistances sociales pouvant entraver la concrétisation des composantes du projet et l'exploitation des « manières de faire » spécifique à chaque groupe social susceptible d'atténuer leurs impacts négatifs.
- L'identification des retombées positives du projet.
- L'identification des facteurs de blocage à l'émergence d'embryons de structures relais entre la population et le partenaire institutionnel pouvant assurer le prise en compte et

l'intégration des aspects économiques et sociaux du projet, et rechercher les moyens de dynamiser la vie associative.

- Identification de proposition, en terme de réhabilitation, propres aux différents groupes sociaux concernés (une minorité de solvables), autres que celle définies par les seuls acteurs techniques. Ces propositions sociales spécifiques à chaque groupe, et sont au niveau opérationnel susceptible d'ajuster les modes d'agir, pour intégrer localement le projet et créer de nouvelles approches.
- Présentation des résultats susceptibles d'aider le projet :
Les axes ou composantes sur lesquels repose cette stratification opérationnelle des résultats les plus manquants, susceptibles de contribuer à l'ajustement et au renouvellement de l'action, se présente comme suit :

A/ stratégie innovante du maintenu des populations sur place.

B/ Retombées opérationnelles de la stratification des profils- types d'acteurs en action.

C/ La faisabilité de la résorption face à la problématique de la mise en action de la médiation sociale.

A/ stratégie innovante du maintenu des populations sur place : adéquation de cette option matrice commune de l'urbanité

La matrice des éléments communs de l'urbanité au quartier M'haffeur, appelle au niveau opérationnel au renforcement de l'option du maintien de la population sur place, vu l'encrage très fort au quartier, et elle offre à l'opérateur des justificatifs scientifiques pour affiner son choix en maîtrisant les moyens de dynamiser et activer l'adhésion sociale au projet.

Les éléments marquants de cette matrice commune révèlent que sur le site, les habitants les plus anciens évoquent un quartier de constructions concédées à titre temporaire à des populations originaires de la Kabylie, de Guelma ou de l'Edough économiquement défavorisées. Ces arrivées de ménages extérieurs ont été tolérées par l'administration française, contre gratification et octroi de certificat d'occupation provisoires. Ce n'est qu'à partir des années soixante, que le phénomène de densification du quartier a pris une ampleur considérable notamment par des urbains, ce qui se considère plus le produit de la mobilité intra urbaine que de l'exode rural. L'enquête réalisée en 1979 par la Banque mondiale a permis d'en évaluer l'importance. Le développement du quartier s'est opéré sous l'impulsion

de plusieurs facteurs : le premier facteur déterminant et celui l'offre de logement qui n'a pas pu satisfaire la très forte demande. Le second facteur réside dans la dynamique qu'a pris le marché foncier parallèle, sous la pression de la demande, un mouvement important de transactions immobilières, avec une vraie fièvre spéculative.

Même si le flou qui entoure le statut des quartiers spontanés expose souvent leurs résidents aux privations et au sous-équipement, en 1988 déjà, on recensait dans le quartier 5000 habitants, avec une densité de 600 habitants /ha, et une moyenne de 1,6 pièce par logement.

Tous comptes faits, il semble qu'au fil du temps et des épreuves traversées, les habitants du quartier ont progressivement acquis l'assurance d'une stabilité et ont cherché à s'y consolider et se représentent d'ailleurs le logement comme un moyen de sécurité et d'affirmation dans l'espace de leur droit à la ville.

Plusieurs éléments fondamentaux d'ancrage résidentiel interviennent simultanément et caractérisent le quartier :

- Le premier concerne la proximité et l'adaptation du lieu aux types d'activités exercées : pour les résidents, le fait que ces lieux soient en même temps les lieux de consommation de biens et de services courants des ménages interviewés, l'aménagement de réseaux des transports, constituent autant d'éléments communs, d'ancrage au quartier et d'urbanité très forte.

- 49% des chefs de ménage travaillent en villes et dans les quartiers limitrophes, suivi de loin par ceux exerçant dans les autres communes (16%) et ceux exerçant dans le quartier (15%) .
- La part des petits commerçants dans les services privés, ainsi que les petits métiers occasionnels est majoritaire avec 65% .Par contre les salariées du secteur formel, à savoir les administrations et les services locaux de l'Etat, ne représentent que 19% seulement des actifs occupés.

- Le deuxième élément d'ancrage, se rapporte à l'éventualité d'accession à la propriété de logements, dans un lieu jugé tout à fait adapté à leur niveau de vie (d'après le témoignage de tous les résidents interviewés).

L'ancienneté et les différents réseaux familiaux ou régionaux de solidarité et de voisinage, renforcent encore plus cette appropriation. Ils procurent aux plus anciens et en particulier ceux qui appartiennent aux classes sociales moyennes, un certain respect ou « notabilité » dans le quartier. De plus l'interview montre une cohésion très forte, le fait d'être plongés ensemble dans un milieu social jugé hostile, et dans ces conditions précaires, alimente les solidarités interpersonnelles, faciles à observer sur le terrain.

Ce mixage dans un environnement favorable, a contribué à la stabilité et à l'appropriation très forte de l'espace résidentiel. En effet 81% des chefs de ménages interviewés, affirment avoir un attachement très fort au quartier et à leur logement. Cette appropriation se matérialise spatialement par des interventions d'amélioration, et de prise en charge de l'espace domestique. Les trois quarts des ménages interviewés affirment avoir procédé à des travaux d'entretien et de réfection de leurs logements respectifs (peinture, carrelage du sol, réfection des murs,...).

- **Clivage par rapports aux quartiers résidentiels voisins :** A première vue, le simple passant peut observer en déambulant dans le quartier, la juxtaposition de maisons dégradées et de constructions en dur dotées d'un étage et parfois avec des extensions en baraques délabrées. C'est une « ghettoïsation » de fait.

En somme, le sous équipement, le manque de moyens financiers, « le chômage » vécu comme une fatalité, sont autant de raisons invoquées pour justifier une situation qui contraste avec l'architecture conventionnelle et par conséquent contredit l'appartenance harmonieuse.

Dès lors, les occupants des lotissements résidentiels avoisinants manifestent sans aucune équivoque, une distance sociale qui les sépare de leurs voisins. En effet dans leur imaginaire propre, le quartier Beni Mhaffeur est peuplé de dangereux voleurs, de bandits et de dealers souvent violents. Il s'agit toujours et quelle que soit la position des personnes interrogées dans la hiérarchie sociale, d'insister sur l'immoralité du « M'hafri » pour affirmer la distance sociale par rapport à des individus (même s'il disposent d'un capital financier parfois comparable), de les rejeter dans une extériorité condamnable.

Cette non-reconnaissance et ce rejet d'une appartenance commune, n'est-ce pas cela l'exclusion ? Sauver dès lors leur dignité s'avère une tâche ardue, un travail vain, sauf à

recourir à la violence, avec ce résultat ambivalent de susciter la peur autant que la prise en compte, d'apparaître différents.

- Le degré d'équipement du quartier subsiste comme un indicateur tangible de l'état précaire de celui-ci. Les restructurations entamées sur ces tissus ont généralement un impact plus sur la reconfiguration viaires, dans une mise en relief qui contribue à rendre les interventions plus ardue. Les circulations intérieures se présentent comme des artères sommaires tortueuses, soumises à une très forte érosion, due au ruissellement des eaux pluviales. Parmi les déficiences dont pâtit encore le quartier, il y a l'absence de réseau d'eau pluviale, le déchaussement voire la dégradation du réseau d'assainissement, l'éclairage public demeure très irrégulièrement réparti le long des chemins principaux, l'Eau potable ne permet pas la desserte des zones hautes du quartier. Moins de 50% dispose de l'eau courante à domicile grâce à l'installation de réservoirs. De plus le branchement au gaz de ville amorcé dans la partie Sud ne concerne que 07% du quartier.

Concernant le statut foncier, 50% environ des parcelles de Beni M'haffeur sont irrégulières. Les situations ressenties en matière de logement restent très relatives 35% des ménages rencontrés sur le site occupent des logements dont la dominante encore visible sur le site est la forme mixte tôles / murs en briques ou parpaing. Le caractère hâtif de la construction réalisée et craignent qu'avec le temps, leur œuvre ne tienne pas très bien le coup. Pour ce faire, sur la base d'un plan d'aménagement adéquat, les plans des réseaux divers (eau potable, eaux usées, eaux pluviales, électricité, et voirie) devraient être reconçus. Les nouveaux tracés, sans reprendre l'organisation spontanée des réseaux existants, sont néanmoins conditionnés par la structure de l'espace, notamment en matière d'évacuation d'eaux pluviales et d'adduction d'eau potable. Cette situation rend pénible le passage de l'existant au projet et crée en conséquence des modifications dans les rapports habituels à l'espace, qu'il est nécessaire d'expliquer collectivement et dans chaque famille.

En réalité concernant la restructuration, l'enjeu dans ce quartier a été de remédier au plus pressé en luttant avec « les moyens du bord » contre toutes les nuisances subies. A cet effet, les actions d'améliorations ponctuelles ne relèvent ni de programmes ni de politiques écrites ou édictées, mais sont le résultat d'une gestion politique et socio-spatiale au quotidien : négociations au coup par coup.

S'il est important d'en faire mention, c'est parce que d'une part, sur le plan matériel, ces interventions, n'ont pas constitué une amélioration objective, par rapport à la vie quotidienne des habitants et que d'autre part, sur un plan plus politique et plus symbolique, elles alimentent souvent une trame invisible qui oriente, influence, voire détermine des comportements de population face à l'intervention de l'Etat (renforcement de la légitimité de leur ancrage urbain, attentes diverses à l'égard des acteurs publics).

Mais il n'en demeure pas moins que, les lenteurs manifestes dans l'attitude des responsables administratifs par rapport à cette situation, suscite un sentiment d'allégerance, de frustration chez les habitants et renforce encore plus le sentiment d'exclusion. Ce qui pèse sur les représentations et le vécu des habitants, et plus particulièrement sur toute action d'amélioration du cadre de vie affectant par cela le degré d'appropriation du bâti et de l'espace résiduel.

B/ Retombées opérationnelles de la stratification des profils-types d'acteurs en action

Afin de rendre compte de la complexité des réactions et des effets des interventions, dans un souci d'une meilleure restructuration et de rationalisation de l'action, nous avons dégagé des profils types de population cible en fonction : des niveaux sociaux, de représentations en convergence avec le degré et le contenu matériel de l'appropriation, la prise en charge de l'espace résidentiel et enfin les perspectives résidentielles. Ainsi, par rapport à chaque profil, l'intervention des pouvoirs publics pourrait être ajustée, diversifiée ou adaptée.

La maîtrise des profils types sociaux permet l'ajustement de l'action et la mise en œuvre d'une nouvelle approche en matière de négociation et d'intermédiation sociales pour l'intégration et la réussite du projet.

1/ - le premier profil type concerne les solvables, leur représentativité est assez faible (09%). Toutefois ils jouent un rôle important en termes d'amélioration de l'image du quartier et de la diversité de son contenu social, éléments fondamentaux dans la dynamisation de l'action de restructuration : leur durée de résidence dans le quartier est assez importante (25-40 ans). Ils se caractérisent par un niveau de revenu supérieur par rapport à la moyenne du quartier et par une appropriation forte de leur espace domestique spacieux et en bon état. Cette forte appropriation du logement est matérialisée par une prise en charge conséquente.

2/ - Le deuxième profil qui est le profil le plus sensible et le plus réceptif à toute action sur l'habitat et sur le quartier, est celui des intermédiaires et dont le niveau de revenu est moyen. C'est la catégorie sociale la plus ancienne dans le quartier, et représente 38%. Elle est la plus stable dans la ville, et c'est elle qui a constitué la première vague des propriétaires dans le quartier.

Elle enregistre le taux le plus important de propriétaires (40%) ayant construit eux-mêmes leurs habitations, selon leur propre modèle d'habiter. L'offre de terrains à construire à bas prix dans ce secteur a été un facteur incitatif à leur installation. Une autre partie de cette catégorie des intermédiaires est constituée d'anciens propriétaires ayant acheté des maisons en copropriété « familiale ».

Tous ces facteurs justifient une appropriation et un ancrage au logement et au quartier. Du point de vue socio professionnel, le profil est constitué en majorité d'anciens fonctionnaires, de salariés subalternes de l'état ou des organismes ou encore de commerçants appartenant en majorité au secteur informel.

Les indicateurs physiques d'insatisfaction, sont les moins représentatifs, car la prise en charge de l'état physique du logement est quasiment acceptée. Notons que les réactions aux actions de réhabilitation par à peu près la moitié des intermédiaires, demeurent favorables à toute action d'amélioration du bâti et du quartier en général. Ils souhaitent une continuité et un suivi permanent des actions de l'état et un encadrement technique des actions privées de prise en charge du bâti. Ce cas est caractérisé par une appropriation forte de l'espace et un niveau d'investissement assez important, en quantité et en qualité sur le logement à savoir la réfection des murs et des terrasses, la prise en charge des problèmes d'assainissement et aussi l'amélioration fonctionnelle de l'espace domestique. Dans ce profil la convivialité et l'attachement affectif au quartier est l'une des plus fortes. Il faut dire aussi que la situation géographique des habitations des ménages de ce cas est privilégiée (pente douce du terrain).

Toutefois, leur insatisfaction réside dans la mise en rapport des problèmes de sécurité et de délinquance avec l'absence de structure formelle de médiation sociale.

c/ - Le troisième profil est constitué par des pauvres. Ils prédominent avec 53% des ménages interviewés et sont les plus concernés par les la précarité du bâti (logements dégradés et densifiés) avec une faible appropriation de l'espace.

Les strates marginales, retraités, petits métiers occasionnels et ambulants, sont les plus représentés avec presque 70% de cette catégorie. Le reste est constitué de petits salariés et ouvriers de l'état et des institutions privées formelles (industrie, le tertiaire privé). Leurs revenus sont faibles et irréguliers à l'exception de petits salariés dont le revenu est régulier.

L'attachement au logement et au quartier, suscite l'entreprise de menus travaux de confortement, tels que la réfection des murs, le curage du réseau d'assainissement ...etc. Les efforts pour pallier à ces insuffisances ne manquent pas, mais ils sont souvent inadaptés et peuvent devenir eux-mêmes source d'instabilité des constructions. Leurs attentes s'orientent vers la demande d'une prise en charge totale par l'état, avec un sentiment d'injustice et de frustration assez forte

C/ La faisabilité de la résorption face à la problématique de la mise en action de la médiation sociale

Beni M'haffeur est un de ces quartiers spontanés qui demeure un endroit où s'est fabriqué une conscience collective, qui s'efforce de survivre et subsister dans son environnement. Car si l'on en juge par l'évolution des faits, il faut reconnaître que les formes de participation des populations se sont progressivement enrichies.

Mais Comment faire pour que la résorption de l'habitat précaire d'ailleurs, ne se transforme pas en un slogan sans lendemain par les technocrates gestionnaires des villes?

Pour autant que faire se peut, cette dynamique devrait avoir pour objet la prise en charge technique de la restructuration, par la mise en place d'une cellule technique locale d'encadrement. L'éventualité de l'octroi de micro crédits par des institutions spécialisées devrait être envisagée, mais elle pourrait se heurter à des difficultés institutionnelles.

La deuxième étape à mettre en œuvre, c'est l'implication des partenaires sociaux, qui pourraient être représentés par l'intermédiaire de structure d'organisation et d'encadrement formelle, genre association.

- L'association des habitants, comme structure de représentativité réelle, dynamisée à partir de la base est fortement encouragée et souhaitée et de façon unanime par toutes les catégories de populations quelque soit leur profil social. Elle est synonyme de confiance et pourrait également être mise en rapport aux modalités juridiques, financières, logistiques et relationnels...).

- L'implication des jeunes diplômés chômeurs habitants du quartier dans cette structure a été proposée par plus de la moitié des interviewés.

Les représentations de la vie associative par les populations sont révélatrices d'une maturité et d'une grande volonté et une capacité de mobilisation et d'organisation sociales.

Ainsi, la recherche d'une plus grande proximité dans la mise en oeuvre des politiques profiterait davantage de cette mise en communication et surtout de cette vision instrumentale qui se fonde sur la responsabilisation des acteurs. Cependant, les responsabilités de ces derniers seraient limitées aux rôles spécifiques dévolus à chaque catégorie.

Toutefois, la participation est une nouvelle vision qui permet, certes, de recadrer les aspects juridiques, techniques et financiers, mais sans pouvoir se substituer à eux. La participation ne peut être une clef unique par rapport à une question aussi complexe mettant en jeu autant d'aspects (financier, foncier, technique, humain...). En définitive, dans cette dynamique la puissance publique devrait préserver ses prérogatives de coordination aux fins d'arbitrage et d'harmonisation des actions et son pari serait de tout mettre en oeuvre pour en assurer la complémentarité.

BIBLIOGRAPHIE

M.Ameur et Filali A., 1997, Développement urbain et dynamiques associatives, rabat, PGU-ANHI.

I.Berry-Chikhaoui et A. Deboulet (sous la direction de), 2000 , les compétences des citoyens dans le monde arabe. Penser, faire et transformer la ville, Tunis, IRMC, Tours URBAMA, Paris, Karthala, 406 p.

M.Callon., P.Lascoumes.,Y. Barthe, 2001, Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique, Seuil , Paris.

F.Dansereau et F.Navez-Bouchanine, 2002, Gestion du développement urbain et stratégies résidentielles, L'Harmattan, Villes et entreprises, Paris.

F.Navez-Bouchanine, 2000, « Les postures de la sociologie dans le projet urbain », in
A.Hayot, A. Sauvage et D.Pinson, le projet urbain : enjeux, expérimentation et professions,
Editions de la Vilette, Paris.

P.Signoles., G. El Kadi, R. Sidi Boumedienne , 1999, L'urbain dans le monde arabe,
CNRS Edition /Annuaire de l'Afrique du Nord, Paris.